

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 10 juin 2015

Direction de l'économie publique

75 2014.RRGR.897 Postulat 172-2014 Hügli (Biel/Bienne, PS) Potentiel d'innovation du canton de Berne

N° de l'intervention: 172-2014
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 02.09.2014
Déposée par: Hügli (Biel/Bienne, PS) (porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 333/2015 du 18 mars 2015
Direction: ECO

Potentiel d'innovation du canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de cartographier le potentiel d'innovation du canton de Berne, de présenter un rapport à ce sujet et de faire des propositions sur les mesures à prendre pour mieux exploiter ce potentiel.

Développement :

La Direction de l'économie publique a élaboré un rapport sur l'innovation dans le canton de Berne, qui donne un bon aperçu des projets en cours et des mesures prises par le canton dans ce domaine.

Le rapport ne parle cependant pas du potentiel qui pourrait encore exister dans le canton de Berne et qui pourrait encore être développé, dans les structures et dans les conditions données.

Un rapport complémentaire devrait ainsi mettre en évidence le potentiel qui existe encore dans l'économie bernoise et que le canton pourrait exploiter en prenant les mesures adéquates.

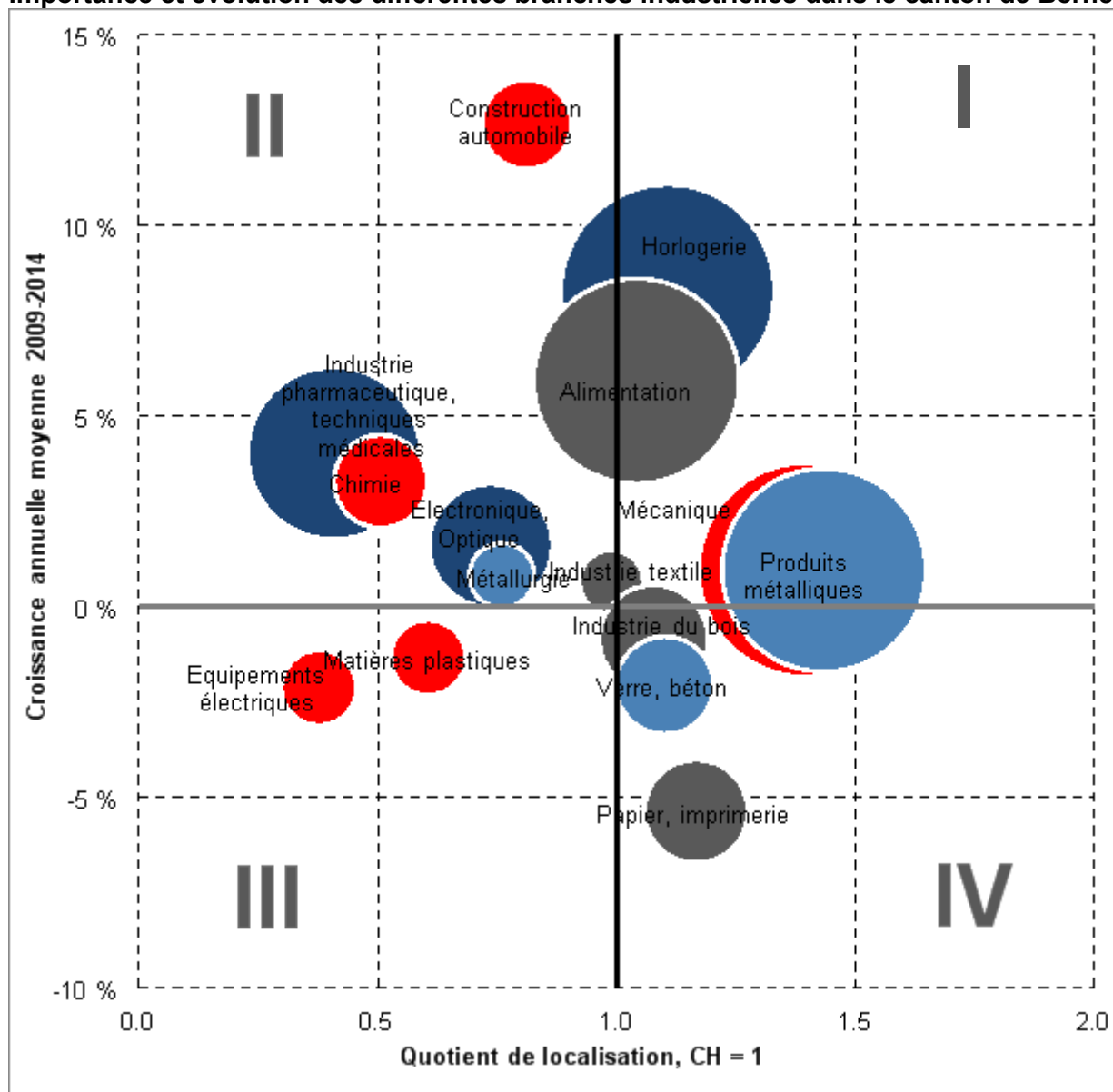
Réponse du Conseil-exécutif

Le postulat renvoie au rapport sur l'«Innovation dans le canton de Berne»¹. Il demande que le Conseil-exécutif s'exprime davantage sur le potentiel d'innovation dans l'économie bernoise.

Le canton de Berne est avec le canton de Zurich le plus important canton industriel de Suisse, compte tenu du nombre de personnes employées dans ce secteur. Le beco Economie bernoise publie tous les deux ans un rapport de situation (données et chiffres sur la situation économique du canton de Berne), dont la prochaine édition paraîtra en mai 2015. Ce rapport analyse et commente l'évolution de l'économie bernoise ainsi que les branches d'activité et les entreprises. Il est complété par une analyse de l'importance et de l'évolution des différents secteurs industriels:

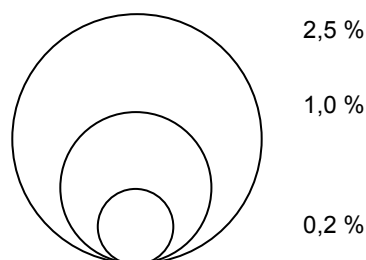
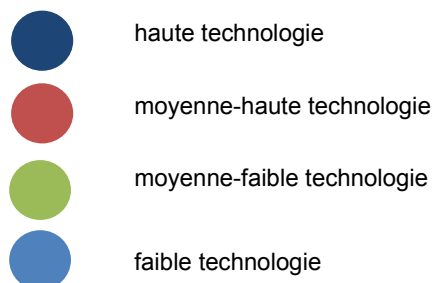
¹ «Innovation dans le canton de Berne»: rapport de la Direction de l'économie publique sur le paysage de l'innovation du canton de Berne; Berne, mars 2014; peut être téléchargé comme PDF sous www.be.ch/strategie-economique

Importance et évolution des différentes branches industrielles dans le canton de Berne



Répartition des branches

Part de la valeur ajoutée brute dans l'économie nationale



Sources: OCDE, KOF, OFS, BAKBASEL

Selon un concept de l'OCDE², les branches industrielles sont réparties en quatre catégories (haute technologie, moyenne-haute technologie, moyenne-faible technologie et faible technologie) en fonction de l'intensité des travaux de recherche et développement qu'elles requièrent. La croissance

² OCDE (2003), Science, technologie et industrie: Tableau de bord de l'OCDE 2003, Editions OCDE, Paris
 CONVERT_1e35c4f2df4b44d9b0a3a18f39fac3dc 26.06.2015

annuelle moyenne de chaque branche entre 2009 et 2014 (en fonction de la valeur ajoutée brute) est représentée sur l'axe vertical du graphique ci-dessus. Le quotient de localisation figurant sur l'axe horizontal permet de mesurer l'importance d'une branche dans le canton de Berne en comparaison avec la moyenne suisse.

Les branches se trouvant dans le quadrant I sont dynamiques et surreprésentées dans le canton. Celles qui figurent dans le quadrant II connaissent un développement dynamique mais sont sous-représentées dans le canton. Toutes les branches de ces deux quadrants tiennent une place importante dans le développement économique du canton.

L'horlogerie et l'industrie mécanique font partie des points forts du canton de Berne. L'industrie pharmaceutique, la technique médicale et la chimie sont également importantes sur le plan de la valeur ajoutée, mais leur présence est relativement faible dans le canton de Berne. Cela provient du fait que l'industrie pharmaceutique et la chimie sont largement implantées à Bâle-Ville par exemple. C'est pourquoi le quotient de localisation de Berne est faible pour ces branches, comme c'est aussi le cas pour la plupart des autres cantons. Le quadrant III contient les branches enregistrant une croissance négative et sous-représentées dans le canton de Berne, telles que les équipements électriques et les matières plastiques. Dans le quadrant IV figurent les branches en net recul et surreprésentées dans le canton de Berne. Il s'agit notamment de la branche du papier et de l'imprimerie. L'industrie est globalement très diversifiée dans le canton de Berne et les branches technologiques à bon potentiel de croissance y sont surreprésentées. Ce sont les PME qui prédominent dans toutes les branches.

L'offre du canton de Berne en matière d'encouragement de l'innovation est déjà considérable³. Avec la loi sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation⁴, la Confédération a créé une base pour le soutien des institutions de recherche appliquée et de développement, qui comptent aussi les parcs d'innovation et les centres de compétences technologiques. Une base équivalente faisant encore défaut au canton de Berne, le Conseil-exécutif a élaboré la loi sur l'encouragement de l'innovation (LEI), en consultation jusqu'à fin juin. La LEI constituera la base permettant de soutenir la création d'institutions de recherche appliquée et de développement. Cette loi est d'autant plus importante que les contributions de la Confédération dépendent d'une participation du site lui-même au projet. Sans la LEI, de telles institutions risqueraient de voir le jour ailleurs que dans le canton de Berne. Deux projets essentiels pour le développement du canton de Berne et de ses PME dépendent de la LEI : il s'agit du site biennois du Parc national d'innovation et du Centre de compétences national en médecine translationnelle et entrepreneuriat (Sitem-Insel) à Berne.

Par conséquent, le Conseil-exécutif estime que la demande de l'auteur du postulat est satisfaite. Il propose l'adoption et le classement du postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

Délibération groupée avec l'affaire 2014.RRGR.962

Le président. Wir kommen zum Thema Innovation. Wir beraten zwei Geschäfte miteinander: Motion BDP «Innovation für KMU–Betriebe» und Postulat Hügli «Innovationspotenzial im Kanton Bern». Es wird eine freie Debatte sein. Ich gebe die Anträge der Regierung bekannt. Die Regierung ist bereit, die Motion BDP anzunehmen und will sie gleichzeitig abschreiben. Dasselbe gilt für das Postulat Hügli: Auch hier besteht der Antrag auf Annahme und Abschreibung. Ich übergebe das Wort an den Urheber, respektive an die Urheberin.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Ich möchte zuerst dem Regierungsrat für die Würdigung unseres Vorstosses herzlich danken. Die Grundlage für den Vorstoss war die Wirtschaftsstrategie 2025, die vor ein paar Jahren mit diversen Planungserklärungen im Rat überwiesen wurde. Für uns gibt es wie eine erste Bilanz, respektive einen ersten Zwischenbericht, wenn wir die Antwort des Regierungsrats lesen. Es ist auch ein gewisser Beweis erbracht, dass es – wie einige befürchteten – kein Papiertiger geworden ist. Vieles wurde aufgegleist und es läuft viel in der Thematik. Dafür möchte ich dem Regierungsrat danken. Innovation kommt immer von innen, also von den Betrieben selber her. Der Kanton kann Rahmenbedingungen schaffen, unter denen Innovationen möglich sind und nicht gehemmt werden. Es muss auch weiterhin das Ziel der Politik

³ Le rapport susmentionné ainsi que le rapport sur la LEI donnent des précisions à ce sujet.

⁴ Loi fédérale du 14 décembre 2012 sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI; RS 420.1)
CONVERT_1e35c4f2df4b44d9b0a3a18f39fac3dc 26.06.2015

sein, die Rahmenbedingungen ebenso zu gestalten. Danken möchte ich auch, dass die kleinen Innovationen im althergebrachten Gewerbe eine Würdigung erfahren: nämlich der Bäcker, der Maler, der Maurer, der Elektriker und natürlich – da bin ich persönlich betroffen – auch der Schreiner. Das steht zwar nicht im Bericht, war aber auch Inhalt einer Planungserklärung. In diesem Punkt sind wir alle gefordert, liebe Kolleginnen und Kollegen, nämlich auch die kleinen Innovationen wertzuschätzen. Ich danke Ihnen, wenn Sie die lokalen Gewerbe berücksichtigen.

Ich komme jetzt zum Punkt, weshalb ich die Abschreibung bestreite. Der Bund hat mit dem Forschungs- und Innovationsförderungsgesetz die Grundlage zur Innovationsförderung geschaffen. Er will für die Kantone Geld bereitstellen, damit diese die Innovation befördern. Mit dem Gesetz sollen anwendungsorientierte Forschungen und Entwicklungen unterstützt werden. Voraussetzung ist, dass sich die Standorte an den Vorhaben beteiligen. Aktuell ist das neue Innovationsförderungsgesetz in der Vernehmlassung, die noch bis am 12. Juni läuft. In der rollenden Geschäftsplanung des Grossen Rats sind die erste Lesung im Januar 2016 und die zweite Lesung im März 2016 vorgesehen. Es liegt ein kurzes, knackiges Gesetz mit 13 Artikeln auf rund 3 Seiten vor. Das Gesetz gefällt mir bei der ersten Sichtung gut. Aber es ist noch nicht ersichtlich, was daraus wird, weil die Vernehmlassung noch läuft. Es gibt noch zwei, drei Knackpunkte. Soll zum Beispiel der Kanton bei Immobiliengesellschaften beteiligt sein dürfen, oder ist ihm eine befristete Beteiligung bei Neugründungen erlaubt? Sollen Förderbeiträge rückerstattet werden? Und so weiter und so fort. Das ist der Grund, weshalb wir die Abschreibung bestreiten. Diese Fragen sind noch nicht geklärt. Ich spreche auch noch gleich zum Postulat Hügli. Wir gehen mit dem Regierungsrat einig: Wir nehmen das Postulat an und schreiben es gleichzeitig ab.

Daniel Hügli, Bienne (PS). Vorweg gratuliere ich zur erfolgreichen Nachbewerbung beim Innovationspark Biel. Gemeinsam mit der Fraktion unterstütze ich die Annahme von beiden Vorstössen, bestreite aber auch in beiden Fällen die Abschreibung. Ich danke dem Regierungsrat für seine Antwort und die beantragte Annahme, aber ich bin etwas erstaunt über den Antrag zur Abschreibung. Beim Lesen der Antworten des Regierungsrats konnte ich feststellen, dass er seine Aufgabe noch nicht ganz erfüllt hat. Eine Abschreibung wäre daher verfrüht. Das Postulat verlangt, dass der Regierungsrat einen Bericht zum Innovationspotenzial im Kanton Bern und zu geeigneten Massnahmen zur besseren Ausschöpfung dieses Potenzials vorlegt. Es existiert zwar jetzt ein guter Überblick zu den bestehenden Innovationsprojekten und den bereits angedachten und umgesetzten Massnahmen, inklusive einer schönen Grafik in der Beantwortung. Der Regierungsrat verweist in seiner Antwort auf die aktuelle und die vergangene Entwicklung der Berner Wirtschaft. Bei den Aussagen über die zukünftigen Entwicklungen bleibt er aber etwas vage und zurückhaltend. Ich hätte diesbezüglich ein wenig mehr erwartet. Insbesondere verpasst der Regierungsrat, das Innovationspotenzial an Beispielen aufzuzeigen und entsprechende Ziele und Massnahmen für die Zukunft zu definieren. Er erwähnt lediglich die beabsichtigten, schon vorgesehenen Instrumente, wie das Innovationsförderungsgesetz, dass sich aber noch in der Vernehmlassung befindet. Der Auftrag des Regierungsrats, wie er im Postulat formuliert ist, ist deshalb noch nicht ganz erfüllt. Die Abschreibung ist verfrüht. Dasselbe gilt für die Motion zu diesem Thema. Ich danke Ihnen, wenn Sie die Annahme der beiden Vorstösse unterstützen, diese aber nicht abschreiben.

Le président. Die Differenz zur Antwort des Regierungsrats betrifft jeweils nur die Abschreibung. Deshalb frage ich: Ist die Annahme der beiden Vorstösse im Rat bestritten? – Nein. Dann möchte ich die Fraktionssprecherinnen und Fraktionssprecher bitten, sich zur Frage der Abschreibung zu äussern.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Im Bereich Innovation läuft aus Sicht der EVP-Fraktion relativ viel. Der Bericht der Volkswirtschaftsdirektion zur Innovation im Kanton Bern ist vor kurzem erschienen und gemäss diesem Bericht nimmt die Innovation eine zentrale Bedeutung in allen Wirtschaftsbereichen unseres Kantons ein. Es ist nachvollziehbar, dass die erfolgreiche Zukunft des Standorts Bern sehr stark von der Innovationsfähigkeit abhängt. Der aktuelle Bericht der Volkswirtschaftsdirektion zur Wirtschaftslage ist ebenfalls vor kurzem erschienen. Er gibt einen kurzen und verständlichen Überblick über den Zustand und die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons Bern und seiner Regionen. Gemäss unserer Einschätzung sind die Daten und Fakten in diesem Bericht umfassend, korrekt und nachvollziehbar dargestellt. Die beiden Berichte zeigen aus Sicht der EVP-Fraktion auf, dass sich die Regierung mit dem Bereich Innovation ausführlich und eingehend auseinandergesetzt hat.

Kurz zum Postulat Innovationspotenzial im Kanton Bern: Aus unserer Sicht ist die Regierung sehr nah am Puls. Der Impuls, den das Postulat auslösen sollte, ist daher nicht nötig. Wir werden das Postulat selbstverständlich unterstützen, aber wir werden es auch als erfüllt abschreiben. Zur Motion der BDP Innovation für KMU-Betriebe: Neben den beiden erwähnten Berichten liegt nun auch das Innovationsförderungsgesetz im Entwurf vor. Es befindet sich in der Vernehmlassung. Jede Partei hat die Möglichkeit, dort ihre Anliegen einzubringen. Wir werden auch diese Motion unterstützen. Weil die Möglichkeit besteht, sich einzubringen, schreiben wir die Motion als erfüllt ab.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Die Wichtigkeit guter Rahmenbedingungen für KMU hat bei der SVP – wie das auch bei der Regierung der Fall sein sollte – oberste Prioritätsstufe. KMU sind mithin verantwortlich für unseren Wohlstand. Aus der Antwort der Regierung kann man den Willen erkennen, laufend Verbesserungen vorzunehmen und ein wachsames Auge auf die Entwicklung zu halten. Dies wird durch die beiden Vorstösse nicht geändert. Man kommt sogar in bisschen in Versuchung, die beiden Vorstösse als «Bauchpinsel-Vorstösse» für das Gewerbe und die KMU zu bezeichnen. Was verlangt wird, ist bereits vorhanden, erfüllt oder in Bearbeitung; die Regierung nimmt den Vorstoss ja auch an. In Ziffer 1 der Motion Luginbühl und im Postulat Hügli wird in der Sache etwas verlangt, das ohnehin eine Selbstverständlichkeit ist und keine neue Verbesserung bringt. Was die Berichterstattungen, wie sie teilweise verlangt werden, aber sicher bringen, ist ein beachtlicher Aufwand mit den entsprechenden Kosten. Mit Berichten alleine helfen wir den KMU kaum. Mit Auflagenabbau und steuerlichem Abbau erzielen wir bessere Wirkungen.

Ein Augenmerk gilt weiter auch folgenden Punkten: Es gilt eine Balance zu finden zwischen universitärer und forschungsorientierter Bildung und dem dualen Bildungssystem, das als Getriebe unserer KMU bezeichnet werden kann. Insbesondere in der Weiterbildung gilt es die Finanzierung mittelfristig auszugleichen und in Zukunft nicht teure, wirtschaftsfremde Ausbildungsgänge gegenüber dem dualen Bildungssystem zu attraktiv zu machen. Ich weiss, diese Feststellungen haben nur indirekt einen Zusammenhang mit den beiden Vorstössen. Sie passen aber sehr gut zum Thema «KMU stärken».

Auch in Ziffer 2 der Kollegin Luginbühl kann man der Antwort der Regierung entnehmen, dass weitere Verbesserungen vorgesehen sind. Ich weise auf die Antwort der Regierung zum Innovationsförderungsgesetz und zur Baugesetzrevision hin. Die SVP unterstützt diese Vorstösse klar, auch wenn sie eigentlich überflüssig sind. Wir sind aber der Meinung, dass man das Postulat abschreiben kann. Bei der Motion gehen wir mit der Motionärin einig, dass man dem Begehren auf Nichtabschreibung zustimmen kann, weil die Grundlagen noch nicht vorliegen.

Ursula Marti, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt beide Vorstösse, aber nicht die Abschreibungen. Die Regierung legt in den Vorstossantworten bereits zusammenfassend dar, wie die Innovationsförderung betrieben wird und verweist auf weitere Berichte und konkrete Projekte. Besonders hervorheben möchten wir den Innovationspark Schweiz, der nach Biel kommt. Das wissen wir seit letztem Freitag. Wir freuen uns darüber ausserordentlich und gratulieren dem Volkswirtschaftsdirektor Andreas Rickenbacher und seinem Team für diesen grossen Erfolg. Sehr erfreulich ist auch die Ansiedlung des nationalen Kompetenzzentrums für Translationale Medizin sitem-insel beim Inselspital, und zum Dritten das neue Innovationsförderungsgesetz, das der Regierungsrat ausgearbeitet hat. Wir danken dem Volkswirtschaftsdirektor für seine Bemühungen auf dem nicht ganz einfachen Pflaster Kanton Bern. Wir sind zuversichtlich, dass sich das vielfältige Engagement auszahlen wird. Voraussetzung dafür ist, dass sich der Kanton Bern insgesamt hinter diese Projekte stellt und die Regionen ihr «Gärtli-Denken» ablegen. Was uns jetzt neben den aktuellen Projekten noch fehlt, ist der Blick noch weiter in die Zukunft und ein Bericht, der klar und systematisch die Schwerpunkte und das Potenzial der Innovationsförderung aufzeigt. Auf die geforderten Berichte gemäss unserer Motion und des Postulats Hügli, insbesondere der Innovationsförderung für KMU, möchten wir nicht verzichten und deshalb nicht abschreiben.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Innovation und Innovationskraft sind der Motor unserer Wirtschaft und die Basis für unseren Wohlstand. Da sind wir uns sicher einig. Innovation passiert auf vielfältige Art und Weise: In vielen KMU, aber auch in der Universität, in den Fachhochschulen und anderswo im Kanton Bern. Dass der Kanton Bern im Bereich Medizinaltechnik, Cleantech und auch bei den erneuerbaren Energien führend ist, kommt nicht von ungefähr.

Innovation kann aber nicht vom Kanton befohlen oder definiert werden. Eine Abklärung, die einen Bericht über allfällig mögliche und nutzbare Innovationspotenziale verlangt – wie sie im Postulat Hügli gefordert wird –, erscheint uns überflüssig und nicht zielführend. Es geht viel mehr darum, dass der Kanton möglichst optimale Rahmenbedingungen für eine innovationsfreundliche Atmosphäre schafft. Dazu gehören optimal aufgestellte Bildungsinstitutionen auf allen Ebenen vom MINT-Kindergarten bis zur Hochschule. Gute Beispiele sind der Campus Technik in Biel und die Förderung und Beratung von Startups und Gewerbeparks. Ein innovationsfreundliches Klima begünstigt Vernetzungsmöglichkeiten zwischen Forschung, Gewerbe und Industrie – Stichwort sind die Clusters, die es ja bereits gibt. Die bestehende Wirtschaftsstrategie macht sehr gute Vorgaben und legt ein zielgerichtetes und koordiniertes Vorgehen bereits fest. Dazu gehören auch raumplanerische Angelegenheiten – Stichwort RGSK. Eine solche Planung ist auch ein Teil von Wirtschaftsförderung, indem sie gute Verkehrsverbindungen und gute Möglichkeiten für die Anordnung von Gewerbe festlegt. Das Innovationsförderungsgesetz ist sicher eine gute Grundlage, um Rahmenbedingungen für Innovationen zu schaffen. Der Kanton Bern ist daher sehr gut aufgestellt. Der Regierungsrat und die Verwaltung haben ihre Aufgaben gemacht. Die Grünen erachten die Forderungen beider Vorstösse mehr als erfüllt und sehen keine Notwendigkeit zusätzlicher Massnahmen. Wir empfehlen Ihnen Postulat und Motion anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Einige von uns liessen sich jedoch vom Votum von Anita Luginbühl überzeugen und bestreiten die Abschreibung.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). L'innovation, il paraît qu'en Suisse nous en sommes les champions, à voir notre position dans nombre de classements internationaux ou par le nombre de brevets déposés par habitant. Pas plus tard que vendredi passé, comme l'ont déjà rappelé certains de mes collègues, le Conseil fédéral a décidé d'intégrer le site de Bienne dans le réseau suisse Innovation Park, encore une future amélioration des conditions-cadres dans notre canton. Comme l'a cité le gouvernement, il existe dans le canton de Berne beaucoup d'instituts publics – universités, hautes écoles, etc. – ou privés qui font de la recherche fondamentale ou appliquée. Je ne vais pas les lister ici, vous avez tout cela dans vos documents. Je ne crois pas qu'un nième rapport ou une cartographie détaillée apportera plus pour nos PME, c'est une illusion. Par contre, nous avons tous les atouts pour améliorer le potentiel d'innovation. Je m'explique. D'un côté, les instituts spécialisés, publics ou privés, souvent équipés de moyens technologiques de pointe ultraperformants et généralement hors de portée financièrement de nombre de PME. De l'autre, des entreprises avec souvent une mentalité, que je qualifierais de protestante, de la culture du secret. Donc le voisin est aussi dans le même domaine et qui élabore moult développements en interne ou avec leurs partenaires, sous-traitants ou fournisseurs. De plus, vu les coûts élevés de dépôt de brevets, cela ne fait qu'encourager la culture du secret. Non, ce qu'il faut, c'est encourager encore plus activement la collaboration entre les deux mondes, car nombre de PME n'ont aucune idée des prestations que les instituts, hautes écoles ou universités peuvent fournir. Peut-être, voir comment – peut-être les hautes écoles – contactent les entreprises de leur région. A méditer. C'est pourquoi au groupe PLR nous considérons qu'au niveau du canton beaucoup est déjà fait et nous soutiendrons le classement de ces deux interventions.

Martin Egger, Frutigen (pvl). Die KMU sind etwas vom Wichtigsten für uns. Sie sind insgesamt ein grosser Arbeitgeber, ein grosser Ausbildner und sie sind wahrscheinlich die innovativsten Betriebe im Kanton Bern. Wir wissen aus eigener Erfahrung, was es heisst, Produkte zu entwickeln und Innovationen auf den Markt zu bringen. Ich erachte es nicht als Staatsangelegenheit, für KMU zu denken. Die geforderten Förderinstrumente und die Massnahmenkataloge dienen lediglich dazu, Versäumnisse zu kompensieren. Der Staat soll für tiefe Steuern, für einfache Rahmenbedingungen und für den Abbau von Bürokratismus sorgen und die Innovationskraft den KMU-Betrieben selber überlassen. Unsere starke Wirtschaft ist nicht durch staatliche Verordnungen und durch geförderte Innovationskraft entstanden, sondern durch private Initiativen. Nichtsdestotrotz: Wir haben ein System gewählt und es liegt so vor. Auch wenn manchmal in den Firmen Geld abgeschöpft wird, um es dann in Form von Innovationsförderungsmassnahmen wieder zurückzugeben. Bei all diesen Grundsatzentscheiden ist die glp der Meinung, dass der Kanton seine Aufgaben grösstenteils richtig und gut macht. Aber mit der Begründung, dass das Innovationsgesetz noch nicht ganz unter Dach und Fach ist, nimmt die glp grösstenteils die Motion an mit dem Einwand von Frau Luginbühl, dass sie nicht abgeschrieben werden sollte. Das Postulat Innovation im Kanton Bern nehmen wir an und schreiben es gleichzeitig ab.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Als Vorstandsmitglied von Swissmechanic bin ich schon vier Jahre daran beteiligt, die Ausbildung der Polymechaniker und der mechanischen Berufe allgemein zu fördern. Wir konnten ein neues Ausbildungszentrum in Münchenbuchsee bauen und haben gleichzeitig die Sektionen Bern und Biel zur Swissmechanic Bern-Bienne zusammengelegt. Zum gemeinsamen Bauvorhaben in Münchenbuchsee brauchten wir die Unterstützung des Kantons. Dass wir dort selber bauen konnten war speziell. Wir bekamen vom Kanton einen langjährigen Vertrag und konnten dadurch den Banken eine Sicherheit vorlegen. Ich bin auch froh, dass unser Verband die Ausbildungen machen darf; wir wollten sie nicht dem Kanton überlassen. Diese Möglichkeit hatten wir zuvor in Betracht gezogen und stellten fest, dass dies viel teurer käme. Deshalb bin ich einverstanden, dass man die KMU weiterhin unterstützt.

Ich möchte noch eine andere Erfahrung mit dem Kanton schildern. Der Kurssturz des Franken war für uns Swissmechanic-Mitglieder wirklich ein Schock. Wir führten das Gespräch mit unseren Mitgliedern und entschlossen uns, sofort einen Termin mit dem Volkswirtschaftsdirektor zu vereinbaren. Wir wollten mit ihm über Verbesserungsmöglichkeiten sprechen und von ihm wissen, ob er uns auch unterstützen werde. Wir haben gespürt – und dafür danke ich ihm –, dass wir eine moralische Unterstützung erhalten. Er hat uns zugesichert, dass er uns gerade auf der Ausbildungsseite weiterhin unterstützen werde und versprach Hilfe, wo die Möglichkeiten dazu bestehen. Für mich ist Folgendes ganz wichtig: Wir KMU können nicht einfach sagen, jetzt müsse die Politik das richten. Vielmehr müssen wir das in unseren Betrieben machen. Aber ganz wichtig ist, zu spüren, dass die Politik verstanden hat, dass es das Rückgrat KMU braucht. Wir haben vom Verband aus auch ein Gespräch mit Herrn Bundesrat Schneider-Ammann auf der schweizerischen Ebene geführt. Sein Fazit war eigentlich dasselbe: Ich kann euer Problem nicht einfach lösen, aber ich versuche, die Unterstützung zu leisten. Ich denke, dass es für uns ganz wichtig ist, gehört zu werden. Deshalb ist auch diese Diskussion sehr wichtig. Wir haben gute Beispiele gehört und gespürt, dass die Politik und vor allem auch der kantonale Volkswirtschaftsdirektor und der Volkswirtschaftsminister hinter uns stehen. Aus meiner Sicht rechtfertigt sich daher auch die Abschreibung der Vorstösse.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Bevor ich das Wort dem Volkswirtschaftsdirektor übergebe, muss ich Sie informieren, dass ich Sie nach seinem Votum zehn Minuten in die Pause schicken muss. Wir bekommen von diversen Plätzen von Ihnen Störmeldungen der Abstimmungsanlage. Ich weiss nicht, ob Sie nervös sind, oder was der Grund dafür sein könnte. Aber wir müssen jedenfalls das System neu starten. Wir haben also weder das Mikrofon noch die Abstimmungsanlage zu Verfügung, bevor wir diese neu starten. Ich gebe jetzt das Wort dem Volkswirtschaftsdirektor.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Vielleicht ist ja das Richtlinienpostulat für diese Probleme verantwortlich (*hilarité*). Ich kann dem Sprecher der SVP-Fraktion, Herrn Grossrat Augsburger, versichern, dass auch für die Regierung die Innovationspolitik oberste Priorität geniesst. Warum hat sie diese Priorität? Wenn wir über die Landesgrenzen hinausschauen – schon nur ins europäische Umland und geschweige denn noch weiter –, so erkennen wir einen enormen Wohlstand in unserem Land. Wir haben uns alle daran gewöhnt, dass dieser Wohlstand einfach da ist. Seit dem 15. Januar spüren wir ein wenig, dass das nicht einfach selbstverständlich ist. Wir müssen sehr hart arbeiten, damit dieser Wohlstand auch für unsere Kinder und Kindeskinde bewahrt werden kann. In der Einschätzung der Regierung wie auch meiner persönlichen Einschätzung – und ich bin froh, dass der Grossrat diese mit mir teilt – ist Innovation der Schlüssel zur Sicherung dieses Wohlstands in der Zukunft. Warum? Wir sind ein Land mit hohem Wohlstand, hohen Löhnen und somit auch hohen Kosten. Daraus wird klar, dass die Produkte unserer Unternehmungen nicht zu gleichen Preisen wie im Ausland hergestellt werden können. Produkte aus Schweizer KMU, aber auch von grösseren Unternehmungen, haben aufgrund dieser Situation höhere Preise. Die Schweiz exportiert 50 Prozent ihrer Wirtschaftsleistung. Wollen wir dazu weiterhin in der Lage sein, müssen unsere Produkte vergleichsweise besser sein, um die höheren Preise zu realisieren. Das ist ein Teil der Begründung, weshalb Innovation dringend notwendig ist. Denn nur Innovation, das heisst, das Suchen nach besseren Lösungen, führt dazu, dass auch künftig unsere Produkte auf dem Weltmarkt zu höheren Preisen abgesetzt werden können. Dadurch können wir unseren Wohlstand bewahren.

Der zweite Teil der Begründung wird häufig vergessen: die Prozessinnovation. Unsere

Unternehmungen müssen in der Lage sein, ihre Prozesse effizienter zu gestalten, als dies zum Teil im Ausland der Fall ist. Nur dann können die höheren Löhne bezahlt werden. Auch dort braucht es die Suche nach der besseren Lösung und dem besseren Prozess. Deshalb ist auch im Bereich der Prozesse die Innovation ein entscheidendes Element. Weil das so ist, und wir Sorge tragen zum Wirtschaftsstandort Kanton Bern, will die Regierung die richtigen Rahmenbedingungen schaffen und die Innovationspolitik ins Zentrum ihrer Politik stellen. Deshalb begrüsst ich die Einreichung der Motion Luginbühl und des Postulats Hügli. Es geht jetzt noch um die Abschreibung der beiden Vorstösse. Mit dem neuen Innovationsförderungsgesetz, das im Moment in der Vernehmlassung steht, hätten wir ein gutes Instrument, um die Innovationspolitik im Kanton Bern im wichtigen Bereich der anwendungsorientierten Forschung auf eine neue Basis zu stellen. Die Unterstützung der anwendungsorientierten Forschung ist gerade für kleinere und mittlere Unternehmungen sehr wichtig. Sie sind nicht wie Grossunternehmungen in der Lage, eigene Forschungsabteilungen aufzubauen und zu finanzieren. Zentren wie der Innovationspark Biel oder das Zentrum für translationale Medizin sitem-Insel in Bern führen gemeinsame Forschungsabteilungen, in denen kleinere und mittlere Unternehmungen ihre Forschungsarbeiten zu günstigen Konditionen durchführen können. Deshalb ist es dem Regierungsrat sehr wichtig, dass das Innovationsförderungsgesetz im Rat bereits in dieser Phase auf eine gute Grundlage gestossen ist. Es ist für mich nicht so entscheidend, ob diese Vorstösse jetzt abgeschrieben werden oder nicht. Wir werden diese Arbeiten weiterführen und ich bin froh, dass wir das gemeinsam mit dem Parlament machen können.

Ich habe mir erlaubt, heute nach den Geschäften der Volkswirtschaftsdirektion die Fraktionspräsidien und das Grossratspräsidium zusammenzunehmen. Es ist mir sehr wichtig, Sie in dieser frühen Phase über den Zeitplan des Innovationsförderungsgesetzes und der Projekte Innovationspark Biel und sitem-Insel zu informieren. Wenn wir diese drei Projekte gemeinsam innert nützlicher Frist durchs Parlament bringen, dann sind wir heute in einem Jahr im Kanton Bern in einer ganz anderen Situation. Heute gehen wesentliche Bundesgelder am Kanton Bern vorbei an die ETH in Zürich oder an Lausanne. Mit diesen beiden Zentren, dem Innovationspark Biel und sitem-Insel, kämen Bundesgelder im Bereich der Innovationsförderung auch in den Kanton Bern. Der Kanton Bern verfügt zusammen mit Zürich über die meisten Industriearbeitsplätze. Er ist ein wichtiger Kanton in der Präzisionsindustrie, der Medizinaltechnik und mit der Ansiedlung von CSL Behring neu auch in der Pharmaindustrie. Deshalb müssen sich die Regierung und der Grossrat gemeinsam bemühen, um diese Projekte zu einem erfolgreichen Abschluss zu bringen. Ich danke Ihnen bereits jetzt im Interesse der Wirtschaft für Ihre Unterstützung.

La séance est interrompue brièvement le temps de régler les problèmes techniques avec le système de vote électronique.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Le président. *(Le président agite sa cloche.)* Ich bitte um Aufmerksamkeit. Es bestehen nach wie vor Probleme mit der Anlage, und diese ist mit den Mikrofonen gekoppelt, deshalb mussten wir die Beratungen unterbrechen. Die zuständigen Leute schauen jetzt weiterhin, wie das ganze funktioniert, aber wir können trotzdem fortfahren und die Geschäfte bereinigen, indem Sie bei der Abstimmung ihre Zustimmung durch aufstehen kundtun. In unserer Geschäftsordnung ist festgehalten, dass wir dies so handhaben, wenn es Probleme mit der Abstimmungsanlage gibt. – *(On signale au président que le système de vote remarque. Il procède à un test, réussi.)*

Wir wagen demnach nun den Versuch, wieder mit der Anlage abzustimmen. Bin ich richtig informiert, dass es keine Meinungsäusserungen zu den Geschäften mehr gibt? – Das ist der Fall. Wir befinden somit zuerst über das Traktandum 74, Motion BDP Innovation für KMU-Betriebe. Ist die Annahme der Motion bestritten? – Sie ist nicht bestritten. Dann befinden wir nur über ihre Abschreibung, denn die Motion ist damit stillschweigend angenommen.

Vote (classement de l'affaire 2014.RRGR.962, motion 190-2014, BDP)

Décision du Grand Conseil :

Rejet du classement

Oui 61

Non 82

Abstentions 0

Le président. Sie haben die Abschreibung der Motion abgelehnt. Wir stimmen nun über das Postulat Hügli, Innovationspotenzial im Kanton Bern, ab. Ist die Annahme bestritten? – Nein, damit ist der Vorstoss stillschweigend angenommen. Wir befinden demnach über die Abschreibung des Postulats.

Vote (classement de l'affaire 2014.RRGR.897, postulat 172-2014, Hügli)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 113

Non 32

Abstentions 0

Le président. Sie haben das Postulat abgeschrieben.